

L'équation stratégique en Europe (1939 – 1940)

Auteur : LCL Franc

Publié dans la *RDN*.



Cliché : DR

Dès avant le 2 septembre 1939, date de la déclaration de guerre du Royaume Uni et de la France au Reich, les jeux étaient déjà faits entre les différents protagonistes s'agissant de leur destin lors du plus grand conflit que l'humanité aura connu. En outre, en un peu moins d'un an, de l'été 1939 à l'été suivant, les choix stratégiques qui ont été faits – ou non - contenaient en germe aussi bien la défaite française que la survie de la Grande Bretagne et l'affrontement final entre le Reich et l'Union soviétique dans les meilleures conditions pour cette dernière.

Les ambiguïtés des choix français au cours de l'été 1939 :

Face à la donne stratégique de 1939, la position française au cours du printemps et de l'été 1939 est inconséquente et ce, à double titre.

En premier lieu, il était parfaitement incohérent d'accorder la garantie française à la Pologne, s'alignant en cela sur la

diplomatie de Londres, tout en ne remettant pas en cause le principe même de la neutralité belge : soit Paris se montrait décidé à faire jouer sa garantie vis-à-vis de la Pologne, et dès lors, il fallait, dès l'attaque allemande, porter le gros des forces motorisées françaises sur la frontière belgo-allemande de manière à faire peser une réelle menace directement sur la Ruhr. Aucune solution ne pouvait être attendue d'une action directe à partir de la frontière franco-allemande organisée par le Westwall. Mais il fallait alors convaincre au préalable la Belgique de renoncer à sa neutralité.

Soit le respect formel de la neutralité belge constituait un obstacle diplomatique réel, dès lors la garantie française à la Pologne devenait inopérante et il ne fallait pas la donner ; la question du Corridor polonais aboutissant alors à une nouvelle conférence de Munich.

Jamais le général Gamelin, dont c'était pourtant le rôle, n'a placé le Gouvernement français face à cette équation et aux conséquences qu'il fallait en tirer. Pire, une fois la décision gouvernementale prise, il a assuré l'état-major polonais de sa possibilité de soutien par une action « vigoureuse » quinze jours après la mobilisation, position parfaitement irréaliste, illustrée avec éclat par la ridicule attaque en Sarre dans la forêt de la Warndt.

En second lieu, une fois cette garantie fatale accordée à la Pologne, rechercher une alliance à l'Est avec Moscou, sans s'être assuré au préalable de l'accord de la Pologne et de la Roumanie et de leur participation à ce « front de l'est », en accordant un droit de passage à travers leur territoire à l'armée soviétique, relevait de l'inconséquence. D'où l'échec de la mission Doumenc¹, la signature du pacte de non agression germano-soviétique et l'isolement dramatique de Paris et de Londres sur la scène internationale.

¹ Rapporté par le général Beaufre qui faisait partie de la délégation anglo-française dans son ouvrage de souvenirs *Le drame de 1940*. Paris Plon. 1964.

Le sans faute stratégique de Staline :

La décision de Staline de conclure un pacte de non-agression avec le III^e Reich n'est pas à considérer sous l'angle idéologique, mais stratégique.

Trois options s'offraient en effet à lui au cours de l'été 1939 : ne rien faire et maintenir le statu quo ante, s'allier à Paris et à Londres ou chercher à s'entendre avec Hitler, ces trois options étant à considérer dans un contexte d'agression allemande imminente contre la Pologne.

Le maintien en l'état du statu quo ante était la pire solution, car Hitler s'emparait alors des régions polonaises ukrainienne et biélorusse, ce qui lui donnait une excellente base de départ vers les pays Baltes ou la Russie proprement dite.

L'alliance occidentale constituait la meilleure solution, car outre le fait qu'elle contraignait Hitler à conduire une guerre sur deux fronts, elle permettait à Staline d'aller chercher le contact avec la Wehrmacht en Silésie et en Prusse orientale, au plus loin de la frontière soviétique. Mais, en dépit des propositions de Moscou en ce sens au printemps 1939, cette solution était mort-née du fait du double refus polonais et roumain d'ouvrir leur frontière et d'accorder un droit de passage aux armées soviétiques.

Il ne demeurait donc plus que l'option allemande qui constituait un pis aller et une solution d'attente, néanmoins avantageuse : Moscou contenait l'avance allemande en Prusse orientale et sur le Bug, récupérait les territoires slaves biélorusses et ukrainiens perdus en 1920 au profit de la Pologne et voyait reconnaître son influence sur les trois pays baltes.

Mais, à terme, ce nouveau partage de la Pologne était porteur des germes d'un nouveau conflit, car désormais, d'où qu'elle

débouche, toute avance allemande vers l'est se heurterait directement à la puissance soviétique.

Les choix stratégiques allemands face à l'Angleterre :



Cliché : DR

Au moment de la chute de la France, trois solutions s'offraient à Hitler face à la menace britannique qui venait de rejeter formellement ses offres de paix.

La première consistait à effectuer un blocus total des Iles britanniques, mais la flotte sous marine allemande était insuffisante en nombre et la flotte de surface ne pouvait espérer survivre face à la suprématie navale anglaise. De même, la Luftwaffe² était sous dimensionnée pour accomplir l'ensemble des tâches que cette option requérait, notamment par l'absence de formations de bombardement stratégique à long rayon d'action. Cela revenait donc à s'engager dans une guerre d'usure dont les résultats ne seraient perceptibles qu'à terme lorsque l'ensemble du potentiel industriel allemand aurait été réorienté au profit de constructions aériennes et navales en masse. Ceci supposait tout faire pour éviter l'entrée en guerre des Etats-Unis et ne rien faire qui puisse provoquer une guerre à l'Est.

² Qui venait de perdre plus de 1 000 appareils et un nombre équivalent de pilotes lors de la campagne de France.

Une autre solution, par recours à l'approche indirecte, consistait à reporter l'effort militaire en Méditerranée en vue de couper la Grande Bretagne de ses colonies, notamment le Proche Orient, l'Inde et l'Extrême Orient qui seraient alors menacés, voire perdus. Mais une telle action n'aurait pas été décisive, la route du Cap subsistant. Il aurait fallu poursuivre la guerre navale et aérienne contre l'Angleterre et étendre les opérations terrestres à l'Afrique du Nord et au Proche Orient, le but à atteindre étant de faire tomber au plus tôt Alexandrie, Malte et Gibraltar.

L'invasion de la Grande Bretagne, seule de nature à poursuivre une stratégie offensive à l'Ouest demeurait la dernière option. L'élimination de l'aviation britannique, le refoulement de la flotte sur les côtes des Etats-Unis et du Canada auraient ainsi réglé le problème de la Méditerranée. Une guerre avec les Etats-Unis était alors inévitable, mais dans une posture beaucoup plus favorable que celle à laquelle Hitler a dû se rallier.

Faute d'avoir su choisir clairement entre ces trois options et de s'y être tenu, le IIIème Reich ayant alternativement essayé chacune d'elles mais sans la conduire à fond, Hitler a permis à l'Angleterre de surmonter la crise, tandis que lui-même s'enfonçait dans l'aventure continentale russe sans avoir réglé la question britannique, d'où l'inévitabilité de sa défaite finale.

Hors d'Europe, le fait de s'être engagé dans une guerre contre l'Union soviétique sans s'être assuré la complicité du Japon pour faire peser une lourde menace sur le flanc sud-est de son nouvel ennemi a également constitué une grave faute de la part de la stratégie allemande.

Ainsi, ce qui est advenu dans les années suivantes, la défaite du Reich, contraint à mener une guerre gigantesque sur deux théâtres, le rétablissement soviétique à la

suite des catastrophes initiales, la montée en puissance des Etats-Unis qui ont pu s'engager victorieusement en Europe la menace sous marine ayant disparu de l'Atlantique, le rétablissement français grâce à son Empire était inscrit dans les choix ainsi que les non choix effectués par ces différents protagonistes durant les années 1939 et 1940.